



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 13ème législature

élèves

Question écrite n° 96391

### Texte de la question

M. Christian Eckert attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative sur les résultats obtenus par les élèves français lors de la grande enquête internationale de l'OCDE portant sur les performances de quelque 470 000 élèves de 65 pays. Baptisée Pisa, cette étude mondiale, menée tous les trois ans, évalue les élèves à 15 ans sur leurs compétences dans trois domaines : lecture-compréhension de l'écrit, mathématiques et culture scientifique. A travers les résultats des élèves, c'est de la performance des systèmes scolaires de chacun des pays participants qui sont jugés. Avec un score de 496 points, la France se situe dans la moyenne des pays évalués (avec 493 points) et au même point qu'en 2000. Aussi lui demande-t-il si le manque de moyens dénoncé par les syndicats enseignants et de nombreux parents d'élèves depuis de nombreuses années n'est pas à ses yeux responsable de cette évaluation très moyenne des élèves français.

### Texte de la réponse

Les études internationales, dont la plus connue, et aussi sans doute la plus fiable, PISA montrent que notre système scolaire n'est pas assez performant. Les résultats de nos élèves sont en deçà des attentes, mais surtout, les groupes d'élèves les plus faibles ne cessent de croître. PISA donne une photographie des compétences d'une classe d'âge, les élèves de 15 ans en l'occurrence. La dernière édition de PISA date de 2010, c'est-à-dire que les élèves concernés avaient 15 ans en 2009, lorsqu'ils ont passé les épreuves. Ils sont entrés en CP en 2000. PISA nous donne donc à voir le résultat de l'école française de ces dix dernières années. Trois constats peuvent être faits : les résultats comparés aux autres systèmes éducatifs des pays développés et des pays émergents nous placent au milieu du tableau, en régression faible, mais constante depuis dix ans. Ce constat n'est pas satisfaisant au regard de notre investissement dans le système éducatif. Mais il n'est pas alarmant ; le groupe des élèves les plus faibles en lecture ne cesse de croître, le constat est le même en mathématiques. Le nombre des élèves au niveau 1 en lecture (le niveau le plus faible) est passé de 15 % à 20 %, entre 2000 et 2009. C'est ce constat qui doit nous alarmer le plus ; enfin, nos enfants sont plus en retard que les autres dans leurs études puisque 40 % des élèves de 15 ans concernés par le test PISA ont au moins un an de retard. Les élèves qui ont redoublé et qui sont en France beaucoup plus nombreux que dans tous les autres pays, sont plus en difficulté que les autres. Face à ces constats, une conclusion s'impose : il faut améliorer les résultats de tous les élèves, il faut faire sensiblement diminuer le nombre des redoublants, il faut améliorer les résultats des plus faibles. Conscient du problème, le ministère de l'éducation nationale a engagé à la rentrée 2008 une profonde réforme du premier degré. L'amélioration des résultats scolaires ne saurait être envisagée sous le seul angle budgétaire. C'est le sens même de la réforme de l'école primaire. Ainsi, de nouveaux programmes, recentrés sur les enseignements fondamentaux, sont entrés en application à la rentrée scolaire 2008-2009 dans toutes les classes, de l'école maternelle à l'école élémentaire. Des évaluations plus régulières doivent permettre de repérer les difficultés des élèves et de les analyser. Leur première finalité consiste à mieux mobiliser les dispositifs d'aide en faveur des élèves qui en ont besoin, tout en améliorant le pilotage académique. C'est la raison pour laquelle les épreuves se déroulent en janvier. Il reste alors assez de temps

pour conduire les aides nécessaires dans le cadre des dispositifs entrés en vigueur à la rentrée scolaire 2008-2009 : deux heures hebdomadaires d'aide personnalisée sont désormais offertes aux élèves qui en ont besoin grâce à une nouvelle organisation de la semaine de l'élève marquée par la suppression des cours le samedi matin ; des stages de remise à niveau, se déroulant pendant les vacances scolaires, sont également proposés aux élèves afin de prendre en charge leurs difficultés et de garantir un niveau assuré en français et mathématiques en CM1 et CM2. En mars 2010, le ministre de l'éducation nationale a lancé un plan de prévention de l'illettrisme, qui entend traiter le mal à la racine, dès l'école maternelle, en faisant un effort sur l'apprentissage méthodique du vocabulaire, en stimulant, en lisant de façon précoce des textes de qualité. En ce qui concerne l'école élémentaire, la lutte contre l'illettrisme passe par l'installation des automatismes grâce à l'apprentissage par coeur, la répétition et la récitation, l'encouragement du plaisir de lire sous toutes ses formes. La question des moyens est sans rapport avec ce constat puisque PISA est un dispositif qui évalue les élèves à l'âge de 15 ans. Les élèves évalués ont donc été scolarisés en école élémentaire puis en collège au cours des dix dernières années ; période pendant laquelle les moyens mis à disposition du système scolaire national ont très peu évolué. À titre d'exemple, le budget de l'enseignement scolaire passe de 57,2 Meuros au PLF 2007 à plus de 60 Meuros au PLF 2011.

## Données clés

**Auteur :** [M. Christian Eckert](#)

**Circonscription :** Meurthe-et-Moselle (7<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 96391

**Rubrique :** Enseignement

**Ministère interrogé :** Éducation nationale, jeunesse et vie associative

**Ministère attributaire :** Éducation nationale, jeunesse et vie associative

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 21 décembre 2010, page 13639

**Réponse publiée le :** 18 octobre 2011, page 11094